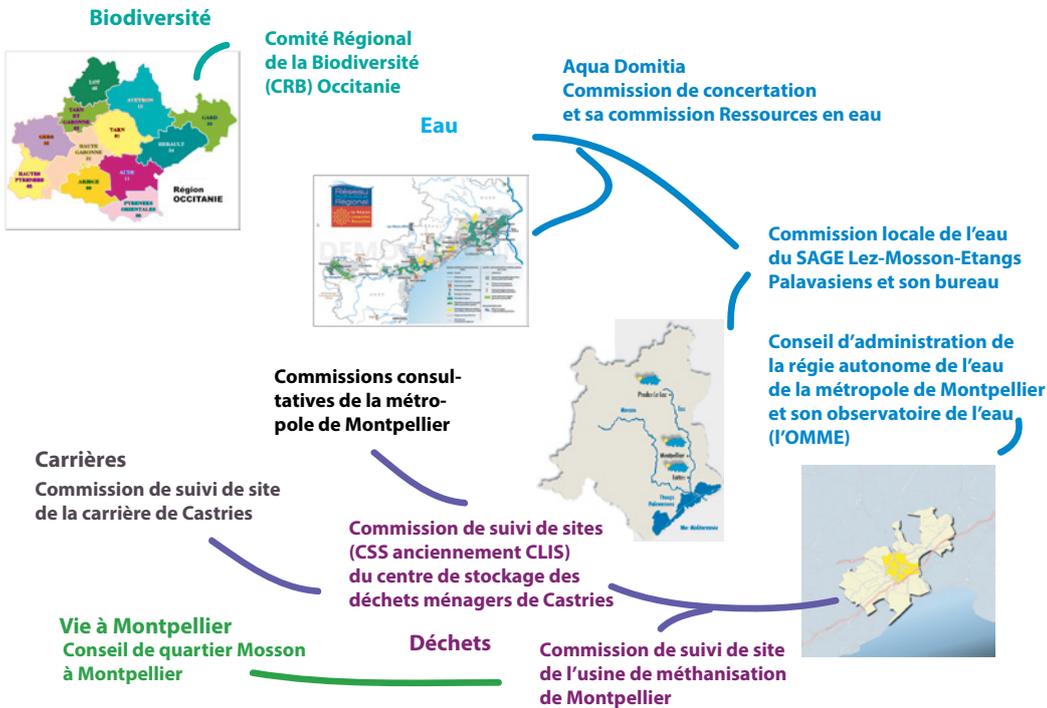




Mosson Coulee Verte



est une association de défense de l'environnement agréée sur le département de l'Hérault. Elle a 30 ans d'existence. Elle est agréée en urbanisme sur la métropole de Montpellier. Elle pratique aussi l'éducation à l'environnement.

Le Mercure esc. 253, 164, avenue de Barcelone 34080 Montpellier
Tél. Fax 04 67 75 81 56 e-mail : apmcv@club-internet.fr site : <http://mossoncouleeverte.org/>
Contact : Cathy Vignon

Pour un observatoire des économies d'eau

Notre contribution porte sur la problématique de la ressource en eau dans l'ex-LR.

L'état des lieux réalisé montre que la séquence EVITER REDUIRE COMPENSER n'est pas vraiment d'actualité. Pour le moment chacun s'oriente davantage vers la réduction de la consommation en eau et la compensation des pénuries d'eau sur un bassin, par des transferts d'eau entre bassins ou l'implantation de retenues collinaires.

Nous voulons ici clairement poser les limites de tels choix en demandant qu'un éclairage soit apporté sur les économies d'eau et leurs limites ou les impacts sur le milieu marin des rejets d'eaux usées traitées, que l'on pourrait plutôt considérer comme des ressources en eau brutes non négligeables.

Nous souhaiterions que soit examinée la faisabilité d'un nouveau modèle basé sur une meilleure répartition des populations, la généralisation d'une agriculture agroécologique ou biologique et multifonctionnelle actrice de l'entretien du paysage, de la biodiversité, et de la souveraineté alimentaire.

La consommation individuelle s'amenuise. L'équipement des exploitations agricoles, le changement de pratiques d'irrigation contribuent à réduire la consommation en eau. L'entretien des réseaux d'eau améliore leur rendement. Il est difficile de déterminer si les résultats sont à la hauteur des investissements. Il est primordial de quantifier les économies d'eau afin d'orienter les politiques de gestion pour concentrer les efforts vers les solutions les plus efficaces. Après une période de réduction du gaspillage de l'eau, on atteindra un palier au-delà duquel il deviendra très coûteux de réduire davantage les pertes en eau.

Eviter le gaspillage d'eau usée traitée par la REUT¹

1 Réutilisation des Eaux Usées Traitées

Si on n'envisage pas une modification en profondeur des régimes alimentaires des français (consommation de crudités et de légumes), il paraît raisonnable de sécuriser les productions qui concourent aujourd'hui à ces régimes. Pour cela il faut privilégier l'utilisation de l'eau brute au plus près de la production agricole (ou des espaces verts et de sport). Ce sont les « buveurs d'eau » qui pourraient apporter leur contribution : pour maintenir une agriculture de maraîchage de proximité et des circuits courts de distribution, réduire les îlots de chaleur urbains et les surfaces non imperméabilisées, on pourrait **privilégier une ceinture agricole autour des villes dont l'approvisionnement en eau viendrait des habitants : La REUT.**

Protéger le continuum terre-mer : créer un observatoire des eaux usées en mer

La gestion des eaux usées concentrées en quelques points se solde parfois par des rejets en mer alors que cette eau douce traitée pourrait être utilisée comme ressource.

Lorsqu'il participe au soutien d'étiage des cours d'eau sans trop en affecter la qualité, le rejet d'eaux usées dans le milieu naturel est utile. Mais lorsqu'il s'effectue en mer, quels sont ses impacts sur le milieu marin ?

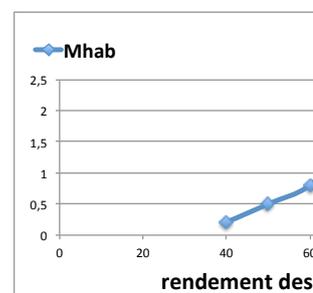
Un observatoire des impacts des émissaires d'eau usée en mer serait intéressant pour mieux apprécier s'il y a eutrophisation et/ou si la qualité des eaux de baignade s'améliore (prise en compte du continuum terre-mer).

Réduire le gaspillage de l'eau

Créer un observatoire régional des économies d'eau

Chacun pourrait mesurer les résultats des efforts de l'ensemble des contributeurs à la réduction du gaspillage de l'eau : amélioration du rendement des réseaux par un pourcentage affecté à un nombre d'habitants ou de communes, nombre d'hectares passés en micro-irrigation, nombre d'hectares équipés en sondes hydriques, etc...

A l'atteinte du palier, il faudrait infléchir les politiques de réduction et envisager d'autres solutions que la réduction !



Eviter la pénurie d'eau et l'altération de nos ressources

Les sols « biologiques » comme outil de rétention d'eau



Les besoins en agriculture seront-ils toujours les mêmes ?

Chacun doit pouvoir se nourrir et notre indépendance alimentaire, directement liée à la disponibilité en eau, doit pouvoir être préservée. Est-il possible d'optimiser les modes d'agriculture et de modifier les types de cultures dans un souci d'adaptation à la sécheresse ? Les sols bien structurés via les mulchs, l'agro-foresterie favorisent la rétention d'eau. Ils hébergent des micro-organismes, outils de bonne santé des plantes. Pourrait-on mieux aider à la reconversion en agriculture biologique pour mieux préserver la qualité des milieux et de l'eau ?

Compenser par la solidarité ou le stockage ?

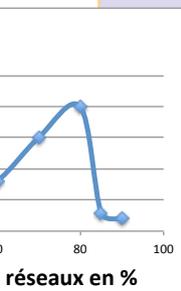
Les transferts de bassin

La solution de facilité, fort coûteuse, est le transfert d'eau d'un bassin vers un autre. Aqua Domitia a permis de sécuriser la ressource en eau potable et en eau brute et de réduire les tensions (ex. Bas-Languedoc). Cependant, l'accès à une eau « facile » ne facilite pas une mutation agricole qui tiendrait compte du réchauffement climatique (réduction prévue du rendement de la vigne de 35 % d'ici 2100) mais a tendance à conforter le maintien des cultures actuelles et à poursuivre les politiques d'urbanisation. Cependant, une fois la limite de transfert atteinte, il faudra bien trouver d'autres solutions.

Le stockage par retenues de substitution et/ou collinaires

Dans notre région, les périodes de sécheresse sont très longues. Il y aurait donc besoin de stocker de gros volumes d'eau lors des pluies. La multiplication de ces retenues aurait un impact dont il est nécessaire de prendre en compte les effets cumulés.

Par ailleurs le relief karstique d'une partie de la région limite considérablement l'implantation de ce type d'ouvrages (retenir l'eau dans une passoire). Enfin l'évaporation des retenues permettrait-elle de conserver des ressources en quantité suffisante ?



En ex-LR, le changement climatique et la démographie galopante engendrent des pressions sur les ressources en eau toujours plus importantes, même si le principal consommateur d'eau demeure l'agriculture. Mais celle-ci subit les sécheresses à répétition. Les forages individuels se multiplient, baissant le niveau des nappes alors que la montée du niveau marin a tendance à les saliniser. La concomitance des deux phénomènes risque de faire disparaître cette précieuse ressource en eau.

La bande littorale, les zones humides et les milieux naturels sont fortement soumis aux risques inondation ou submersion marine et dépendent des ressources en eau laissées par les hommes. La présence des lagunes, milieux très fragiles, procure une spécificité sur le territoire national, l'essence même de leur attractivité touristique. Mais leur devenir dépend des apports en eau douce des cours d'eau qui sont bien pressurés.

La fracture numérique et la disparition progressive du maillage ferroviaire – bien que la Région fasse de gros efforts d'investissement pour leur maintien, s'oppose à la pérennisation des économies rurales. Toutes deux accentuent l'implantation des populations sur le littoral.

Mieux répartir la population :

Cela permettrait de réduire les tensions sur la ressource en eau sur le littoral. Développer des économies pérennes alternatives au tourisme, notamment une économie numérique rurale permettrait d'attirer les populations plus à l'intérieur des terres en créant des emplois (en créant des projets de territoire là où le maintien et l'entretien des réseaux de transport existe). L'accueil des populations doit être limité par la ressource en eau disponible.

En conclusion, la séquence éviter-réduire-compenser ne doit pas être inversée. Si réduire la consommation d'eau et compenser par des transferts d'eau inter-bassins ou de période à période sont des solutions à moyen terme, à long terme il ne restera plus que l'évitement. Cette mutation de notre mode d'aménagement et de production agricole doit être anticipée dès à présent.

La mise en place d'un observatoire régional des économies d'eau, la création d'un observatoire des impacts des émissaires d'eau usée en mer, l'implantation d'une ceinture agricole autour des villes dont l'approvisionnement en eau viendrait des habitants : la REUT, un nouveau modèle d'aménagement du territoire alliant nouvelles économies, maintien de la vie rurale, maillage ferroviaire, et accès au numérique haut débit, l'objectif de privilégier la vie des sols comme palliatif aux sécheresses et l'aide à la reconversion en agriculture biologique contribueraient fortement à la préservation des milieux aquatiques tant terrestres que marins et au maintien des ressources en eau pour les générations futures.



Mosson Coulée Verte